

Hier matin, les représentants d'une vingtaine d'associations de France, d'Espagne et d'Italie opposées aux LGV ont échangé leurs expériences et mis en commun leurs idées à travers la signature d'une déclaration commune, baptisée « charte, d'Hendaye ».

« Cela nous engage au plus haut niveau pour un groupe de travail qui va s'étendre à toute l'Europe, un véritable outil. C'est un jour historique », affirme un membre du Cade, à l'initiative de cette motion.

Tous constatent que « ces projets constituent pour les territoires traversés un désastre écologique, socio-économique et humain, sur des hypothèses de trafic et de rentabilité fausses, au détriment du trafic de proximité et de la priorité au maintien et au développement des réseaux ferroviaires existants. »

Face à cela, les associations demandent dans cette charte que « la Commission européenne et le Parlement européen ouvrent une réflexion sur l'absurdité et la non-nécessité des grandes infrastructures, et une révision profonde de la stratégie de l'Europe sur les transports » et, sur le plan national, que « les gouvernements français, italien et espagnol ordonnent l'arrêt immédiat des travaux et projets de LGV pour entamer un débat public sur le modèle de transport ».

Coïncidence, une manifestation similaire à celle d'Hendaye se déroulait hier à Suze, en Italie, pour dire non à la LGV dans la vallée. « Pour nous, cette charte arrive après vingt et un ans de combat », explique Paolo Prieri, qui représente les associations italiennes. « En Rhône-Alpes, on se bat contre le Lyon-Turin, précise Olivier Cabanel de la coordination Dauphiné-Savoie. On a fait des études, le projet n'est pas rentable, mais ils n'ont pas lâché. »

Une étude en Lot-et-Garonne

Dans la région, après le Pays basque et le sud des Landes, moteurs dans la mobilisation, les associations du Lot-et-Garonne, en vallée d'Albret et Coteaux des Landes et de Gascogne, multiplient les réunions d'information. « De nombreux villages sont concernés, on se mobilise

face à la décision brutale de RFF », confie Alain Dewert qui a créé l'association des Coteaux en décembre. Charles D'Huyvetter, en Albret, a créé sa structure en octobre. « Cela prend comme une traînée de poudre, on comble la carence de communication de nos élus. » Ils constatent néanmoins que depuis l'annonce du fuseau le 11 janvier, les élus se mêlent aux débats. « Un collectif d'élus va lancer une étude indépendante, cautionnée par le président du Conseil général », annonce Charles D'Huyvetter. La motion va être envoyée à Bruxelles via les députés européens et aux trois gouvernements. L'Europe des anti-LGV est sur les rails.

Auteur : P. S. Sud-Ouest dimanche 24 janvier 2010